

**Point de presse de la porte-parole -
Belgique/UE/Entretien de Mme
Nathalie Loiseau avec la ministre
fédérale belge du budget -
UE/Participation de M.
Jean-Baptiste Lemoyne au conseil
affaires étrangères/ développement -
Venezuela/Elections présidentielles -
Chine/Droits de
l'Homme/Condamnation de M.
Tashi Wangchuk - Iran - Yémen -
Ukraine/Situation de M. Moutaux -
Agenda du ministre, de la ministre
chargée des affaires européennes et
du secrétaire d'Etat du 22 au 28 mai
2018/Principaux éléments publics
(Paris, 22 mai 2018)**

Point de presse de la porte-parole - Belgique/Union européenne/Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec la ministre fédérale belge du budget - Union européenne/Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne au conseil affaires étrangères/ développement - Venezuela/Elections présidentielles - Chine/Droits de l'Homme/Condamnation de M. Tashi Wangchuk - Iran - Yémen - Ukraine/Situation de M. Moutaux - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 22 au 28 mai 2018/Principaux éléments publics

Paris, 22 mai 2018

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Belgique - Union européenne - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec la ministre fédérale belge du budget (Paris, 22 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit le 22 mai Mme Sophie Wilmès, ministre fédérale belge du budget pour évoquer le prochain cadre financier pluriannuel européen pour la période 2021-2027.

La ministre réitérera le soutien de la France aux avancées contenues dans la proposition de la Commission : une architecture plus lisible et qui apporte une nouvelle réponse aux défis collectifs auxquels l'Union est confrontée, notamment migratoires, de sécurité et de défense et environnementaux, un soutien renforcé à l'innovation, au numérique, à la recherche et à la mobilité des jeunes, la mise en place d'une conditionnalité en matière d'Etat de droit.

Mme Nathalie Loiseau rappellera l'opposition ferme de la France à l'égard des coupes drastiques sur les paiements directs de la politique agricole commune, la nécessité d'une plus grande ambition en ce qui concerne la suppression des rabais, la création de nouvelles ressources propres et la modernisation de la politique de cohésion. À cet égard, elle rappellera en particulier que la future politique de cohésion devra aussi tenir compte du besoin d'accompagner les territoires et les secteurs qui seront particulièrement affectés par la sortie du Royaume-Uni de l'Union.

Mme Nathalie Loiseau avait déjà rencontré Mme Sophie Wilmès en marge de la conférence ministérielle à Sofia consacrée à la préparation du prochain cadre financier pluriannuel le 9 mars dernier.

2 - Union européenne - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne au conseil affaires étrangères - développement (Bruxelles, 22 mai 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe le 22 mai à Bruxelles au conseil affaires étrangères (développement).

Les points suivants sont à l'ordre du jour :

- futur accord de partenariat UE-ACP : alors que l'accord de Cotonou arrive à échéance en 2020, la Haute représentante présentera l'état des travaux sur le projet de mandat du Conseil en vue des négociations pour le renouvellement de l'accord de partenariat UE-ACP. M. Jean-Baptiste Lemoyne rappellera l'importance que la France accorde à la relation entre l'Union et les 79 pays du groupe ACP, qui doit se développer dans un cadre renouvelé, modernisé et tourné vers l'avenir, permettant un partenariat économique renforcé et mutuellement bénéfique ;

- fonds fiduciaire d'urgence sur les migrations : ce point permettra un échange de vues sur la poursuite du financement et les priorités thématiques et géographiques à soutenir ;

- instruments financiers d'aide extérieure dans le prochain cadre financier pluriannuel (2021-2027) : deux semaines après la publication de la proposition de la Commission sur le cadre financier pluriannuel, il s'agira pour les ministres d'échanger sur les priorités futures à assigner à l'aide extérieure de l'Union européenne. La France restera particulièrement attentive à l'ambition du futur cadre en direction de l'Afrique, des pays les moins avancés (PMA) et des pays du voisinage.

Un déjeuner sera consacré aux questions de genre et développement autour de l'action de l'Union européenne en matière d'égalité femme-homme, de l'initiative "Spotlight" et du rôle des femmes en matière de paix et sécurité, sujets sur lesquels la France est activement engagée.

M. Jean-Baptiste Lemoyne participe également à la conférence internationale des bailleurs sur la Gambie. La France annoncera à cette occasion une contribution de plus de 50 millions d'euros.

3 - Venezuela - Elections présidentielles (20 mai 2018)

L'élection présidentielle qui vient de se tenir au Venezuela ne peut pas être considérée comme représentative, en raison des entraves posées à la participation de plusieurs partis et leaders d'opposition, de l'absence d'accord entre le gouvernement et l'opposition sur le calendrier et les modalités du scrutin ainsi que de l'absence d'indépendance du juge électoral et des nombreuses irrégularités dénoncées par plusieurs candidats. Avec ses partenaires de l'Union européenne, la France avait fait part de ses doutes sur la transparence et l'équité du scrutin. Le taux de participation historiquement bas confirme qu'une majorité des Vénézuéliens ne le considère pas comme légitime ni crédible.

Ce scrutin ne facilite donc pas la résolution de la très grave crise économique et sociale qui frappe le pays.

La France exprime sa profonde préoccupation après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle et soutient une solution politique et pacifique à la crise dans le respect de la constitution vénézuélienne.

4 - Chine - Droits de l'Homme - Condamnation de M. Tashi Wangchuk (22 mai 2018)

La France regrette la condamnation à 5 ans de prison de Tashi Wangchuk, annoncée le 22 mai par le tribunal intermédiaire de Yushu, pour "incitation au séparatisme". Tashi Wangchuk a joué un rôle essentiel dans la protection de la langue tibétaine dans le cadre des lois de la République populaire de Chine.

La France est attachée à la défense des droits de l'Homme. Elle considère que le dialogue entre les autorités chinoises et les populations locales est essentiel pour parvenir à une solution durable aux tensions au Tibet, respectant pleinement l'identité culturelle et spirituelle tibétaine, dans le cadre de la République populaire de Chine.

5 - Iran

Q - Considérez-vous que les douze demandes exprimées hier par le secrétaire d'Etat américain sur l'Iran sont une base de négociation réaliste ?

R - Le président de la République a rappelé jeudi dernier à Sofia que l'Europe est unie et déterminée à agir pour un retour à la paix et à la stabilité au Moyen-Orient.

Pour cela, nous devons avoir l'assurance que l'Iran ne possédera jamais l'arme nucléaire. C'est l'objectif qui nous guide depuis la découverte du programme nucléaire clandestin iranien en 2002 et qui a abouti à l'accord nucléaire iranien de 2015. Il en va de la sécurité régionale et internationale et de l'intégrité du régime de non-prolifération nucléaire. C'est pourquoi la France soutiendra l'accord tant que l'Iran continuera à en appliquer strictement les dispositions nucléaires. C'est cela qui permettra d'éviter une escalade des tensions.

Il importe donc que les entreprises qui le souhaitent puissent poursuivre leurs activités en Iran. C'est la contrepartie de l'engagement iranien à respecter ses obligations nucléaires. C'est la raison pour laquelle MM. Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire ont reçu les entreprises françaises concernées la semaine dernière à Paris. L'Union européenne est également mobilisée et a annoncé des mesures dans ce sens. Les autres parties restant dans l'accord doivent également faire leur part.

Mais au-delà des questions nucléaires, nous demeurons préoccupés par les activités balistiques iraniennes et par la présence militaire croissante de l'Iran au Moyen-Orient, directe ou indirecte. C'est pourquoi nous voulons établir un cadre global de négociation avec l'Iran. Nous souhaitons que l'Iran comprenne l'intérêt d'une approche coopérative.

Nous serons en contact à ce sujet, dans les prochains jours, avec les participants à l'accord nucléaire, l'Iran, la Russie et la Chine et avec tous nos partenaires, américains, européens et pays de la région.

6 - Yémen

Q - Quel est l'objectif de la conférence sur le Yémen prévue le mois prochain en France ?

R - Parallèlement au travail en faveur d'une solution politique, la situation humanitaire au Yémen requiert une action immédiate. Les Nations unies considèrent en effet la crise yéménite comme l'une des plus graves au monde et ont placé le Yémen sur la liste des quatre pays en situation de pré-famine. 8,4 millions de personnes font face pour le moment à des pénuries alimentaires aiguës.

C'est dans ce cadre que le président de la République et le prince héritier d'Arabie saoudite sont convenus, le 10 avril, lors de la visite de ce dernier à Paris, d'organiser une conférence commune sur la situation humanitaire au Yémen.

Cette conférence, dont nous préparons les modalités avec les Nations unies, les principaux pays impliqués dans le conflit et sa résolution, et les organisations non gouvernementales

opérants au Yémen, doit permettre de :

- faire le point sur les besoins humanitaires, l'aide apportée et les mécanismes de réponse, qui doivent être améliorés ;
- définir les actions humanitaires pour améliorer la situation des populations civiles.

Ce travail, que nous voulons collectif, pourra contribuer à recréer les conditions d'une reprise des discussions politiques sous l'égide des Nations unies.

La France rappelle que la protection des populations et des infrastructures civiles ainsi que l'accès complet, inconditionnel et sans entrave de l'aide humanitaire s'imposent à toutes les parties au conflit. Seule une solution politique permettra de stopper la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Yémen et nous demandons aux parties yéménites de reprendre au plus vite et sans préconditions les négociations. Nous réitérons à cet effet notre soutien aux efforts de l'envoyé spécial des Nations unies, M. Martin Griffiths.

7 - Ukraine - Situation de M. Moutaux

Q - Avez-vous des informations sur le ressortissant français condamné lundi à six ans de prison en Ukraine pour préparation d'un attentat terroriste en France et détention illégale d'armes ? Est-il susceptible d'être transféré en France ?

R - Les autorités consulaires françaises sont restées attentives à la situation de M. Moutaux pendant sa détention préventive à Lutsk en Ukraine. À ce titre, il a bénéficié et continue de bénéficier de la protection consulaire prévue par la convention de Vienne.

Si la condamnation de M. Moutaux devait devenir définitive après épuisement éventuel des voies de recours, celui-ci pourra solliciter le moment venu auprès des autorités ukrainiennes et françaises son transfèrement pour exécuter sa peine en France.

8 - Agenda du ministre, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'Etat du 22 au 28 mai 2018 - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Mardi 22 mai

10h30 - Conseil affaires étrangères (Commerce), Bruxelles

17h - Entretien avec M. Pierre Moscovici, commissaire européen, Bruxelles

Mercredi 23 mai

9h - Conseil restreint de défense, Elysée

10h - Conseil des ministres, Elysée

13h - Déjeuner avec le Premier ministre, Matignon

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

20h30 - Dîner avec M. Didier Reynders, ministre belge des affaires étrangères, Paris

Jeudi 24 mai

9h30 - Comité technique ministériel, Quai d'Orsay

Mme Nathalie LOISEAU

Mardi 22 mai

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h30 - Entretien avec Mme Sophie Wilmes, ministre belge du budget, Quai d'Orsay

18h30 - Clôture de l'évènement "10 ans de l'Association Femmes et diplomatie", Quai d'Orsay

Mercredi 23 mai

10h - Conseil des ministres, Elysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

18h - Entretien avec M. Urban Ahlin, président du parlement suédois, Quai d'Orsay

Jeudi 24 mai

Déplacement à Nancy à l'invitation du maire, M. Laurent Hénart - Consultations citoyennes

Vendredi 25 mai

16h - Entretien avec M. Victor Negrescu, ministre roumain délégué aux affaires européennes, Quai d'Orsay

17h30 - Entretien avec M. Ditmir Bushati, ministre albanais des affaires étrangères, Quai d'Orsay

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Mardi 22 mai

Déplacement à Bruxelles - Conférence des bailleurs pour la Gambie - Conseil affaires étrangères

Mercredi 23 mai

10h - Entretien avec M. Jean-Marc Mormeck, délégué interministériel à l'égalité des chances, Convention

12h - Entretien avec Mme Mehriban Alieva, première vice-présidente d'Azerbaïdjan

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

17h - Entretien avec M. Thierry Baudier, directeur général de la Maison de la France, Convention

17h45 - Entretien avec M. Jean-Louis Borloo, Convention

19h - Inauguration de l'exposition pour la commémoration du centenaire de la République d'Azerbaïdjan, Paris

20h30 - Dîner de "l'American Chamber of Commerce in France", Paris

Jeudi 24 mai

9h - Ouverture des Journées du réseau consulaire, Convention

11h - Participation au salon Viva Tech Afrique, Paris

15h - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

16h15 - Entretien avec M. S. Iswaran, ministre du commerce et de l'industrie de Singapour, Convention

17h - Entretien avec M. Ousseynu Darboe, ministre gambien des affaires étrangères, et M. Amadou Sanneh, ministre gambien de l'économie et des finances, Convention

17h45 - Entretien avec M. Rob Davies, ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, Convention

Vendredi 25 mai

10h30 - Déplacement à Deauville./.